

Études de cas sur
l'accélération
de la réalisation de
l'ODD 6 par pays
2023
Ghana



United
Nations



Études de cas sur l'accélération de la réalisation de l'objectif de développement durable 6 par pays

ONU-Eau est un mécanisme de coordination du système des Nations Unies. Il est composé de plus de 30 entités du système des Nations Unies (membres) et de plus de 40 autres organisations internationales (partenaires) travaillant sur les questions relatives à l'eau et à l'assainissement. Le rôle d'ONU-Eau est de veiller à ce que les membres et les partenaires agissent de concert pour relever les défis liés à l'eau.

Le dernier rapport d'avancement montre que nous sommes très loin d'atteindre l'objectif de développement durable 6 (ODD 6). Au rythme actuel des progrès, le monde n'atteindra pas les objectifs mondiaux d'ici à 2030. En 2021, ONU-Eau a indiqué que le monde devait, en moyenne, quadrupler les taux de progression actuels pour avoir une chance d'atteindre l'ODD 6 d'ici à 2030¹.

Il ne suffit pas d'examiner ce qui ne fonctionne pas. Nous avons tant à apprendre des nombreux pays qui ont réalisé des progrès significatifs. Depuis 2022, ONU-Eau a donc élaboré des études de cas pour comprendre comment certains pays progressent vers la réalisation de l'ODD 6. Ces études mettent en évidence les réalisations et décrivent les processus, les conditions favorables et les principaux enseignements à retenir dans les pays sélectionnés pour leurs progrès vers la réalisation de l'ODD 6. À ce titre, chaque étude

de cas est une reconnaissance importante des progrès réalisés au niveau national en ce qui concerne une ou plusieurs cibles de l'ODD 6.

Les études de cas sont destinées à permettre la reproduction de ce qui a fonctionné dans d'autres pays et à encourager une action continue pour atteindre l'ODD 6 dans les pays sélectionnés. Le Programme de développement durable à l'horizon 2030 (Programme 2030) offre une perspective d'ensemble qui permet, dans le cadre de l'étude de cas, de saisir les interactions et les possibilités pertinentes pour l'ensemble des secteurs et des ODD.

Trois pays sont sélectionnés chaque année depuis 2022. La sélection des études de cas est effectuée par le Groupe d'experts d'ONU-Eau sur le Programme 2030, qui s'appuie sur la présentation de rapports sur les progrès accomplis par les pays vers la réalisation des indicateurs mondiaux de l'ODD 6, compilés par les organismes responsables du système des Nations Unies. Pour 2023, les pays sélectionnés pour les études de cas sont le Brésil, le Ghana et Singapour.

Le contenu des études de cas est élaboré par ONU-Eau, qui s'appuie sur les documents partagés par ses membres et partenaires et les représentants des ministères et institutions concernés dans les pays sélectionnés, y compris les coordonnateurs, à l'échelon national, en matière de surveillance pour les

¹ Voir ONU-Eau, 2021.

indicateurs mondiaux de l'ODD 6. Les études de cas pour 2023 comprennent également des contributions issues d'un webinaire participatif, ainsi que d'entretiens avec différentes parties prenantes, lesquels ont été menés en virtuel et en présentiel à la Conférence des Nations Unies sur l'eau 2023. Les études de cas sont examinées et validées par les membres et les partenaires d'ONU-Eau avant d'être publiées.

Pour permettre la comparaison et l'apprentissage entre pays, les études de cas examinent les principaux facteurs sous-jacents et les conditions favorables qui ont induit le changement. Très souvent, ces facteurs et conditions sont d'ordre politique, institutionnel ou comportemental, et relèvent

des cinq accélérateurs identifiés dans le Cadre mondial d'accélération de la réalisation de l'ODD 6: le financement, les données et les informations, le développement des capacités, l'innovation et la gouvernance.

Jusqu'à présent, les pays suivants ont été sélectionnés pour des études de cas sur l'accélération par pays:

2022: Costa Rica, Pakistan, Sénégal

2023: Brésil, Ghana, Singapour

Pour de plus amples informations:
www.unwater.org/news/sdg-6-country-acceleration-case-studies

Table des matières

Résumé exécutif.....	6
1. Contexte national.....	8
2. Quelles sont les réalisations obtenues?	11
3. Comprendre les réalisations	13
Gouvernance: institutions fortes et services d'utilité publique bien gérés	13
Financement: financement public, financement international et soutien des bailleurs de fonds.....	15
Personnes: forage de puits et achat d'eau en bouteille et en sachet.....	16
Nature: des eaux souterraines abondantes, des zones humides protégées mais des rivières polluées.....	17
Données et informations: surveillance à partir de différentes sources	18
Développement des capacités: de bonnes universités et des campagnes de sensibilisation	19
Innovation: ouverture aux solutions innovantes.....	20
4. Rôle des accélérateurs mondiaux	22
5. Reproductibilité dans d'autres pays	23
Possibilités d'échange de données d'expérience.....	24
Références	26
Crédits	29

Résumé exécutif

Il y a 20 ans, le Ghana se situait bien en dessous de la moyenne régionale pour l'Afrique subsaharienne en matière d'accès à des services d'alimentation en eau gérés en toute sécurité. Aujourd'hui, le Ghana dépasse la moyenne régionale de plus de 10 points de pourcentage. En fait, en 2020, la part de la population qui avait accès au moins à des services de base d'alimentation en eau était de 86 %, et celle qui avait accès à des services d'alimentation en eau gérés en toute sécurité était de 41 %. Cela a été rendu possible par l'engagement de partenaires publics et privés dans tout le pays, ainsi que par le soutien de bailleurs de fonds. Le Ghana affiche également des progrès en termes de services d'assainissement gérés en toute sécurité, d'efficacité de l'utilisation des ressources en eau, de gestion intégrée des ressources en eau (GIRE) et d'engagements transfrontaliers au moyen d'accords de haut niveau avec les pays voisins. La surveillance du traitement des eaux usées d'origine municipale et industrielle s'améliore également. Les principaux facteurs et éléments moteurs identifiés sont les suivants:

- **L'eau tient une place de premier rang au nombre des priorités politiques du Ghana.** Les candidats politiques font souvent de l'eau un élément de leur campagne. Le gouvernement est fier de ses réalisations dans le domaine de l'eau et du programme «WASH» (eau, assainissement et hygiène);
- **Il existe une base juridique et politique solide et saine** en matière de GIRE et pour le programme «WASH», laquelle est continuellement améliorée et régulièrement actualisée;
- **Les services de distribution d'eau sont bien gérés**, avec une séparation entre les zones urbaines et rurales, des subventions croisées entre les systèmes et les collectivités les plus riches et les plus pauvres, ainsi que des incitations à atteindre des indicateurs de performance clés;
- **Une division du travail est en place**, dans le cadre de laquelle le gouvernement et les banques de développement se concentrent sur les grands systèmes d'adduction d'eau, principalement dans les zones urbaines, tandis que les organismes des Nations Unies, les organisations non gouvernementales (ONG) et d'autres partenaires portent leur attention sur les systèmes d'adduction d'eau plus petits et décentralisés, souvent dans les zones rurales;
- **L'aide des donateurs diminue**, mais le Gouvernement accroît ses efforts dans le cadre de la politique «Ghana Beyond Aid» (Le Ghana au-delà de l'aide) et du programme «Water and Sanitation for All Agenda» (Eau et assainissement pour tous), en investissant plus de 740 millions de dollars É. U. dans huit grands projets d'approvisionnement en eau au titre du programme «Water for All»;
- **Les Ghanéens creusent des puits** et l'auto-approvisionnement s'est développé massivement, en particulier dans les villes et les zones périurbaines à croissance rapide. L'auto-prestation croissante de services d'approvisionnement en eau pose des difficultés en matière de contrôle et de réglementation de la qualité et du volume de l'eau prélevée;

L'expérience du Ghana est hautement pertinente pour d'autres pays de taille moyenne à revenu intermédiaire de la tranche inférieure, qui partent d'une situation de référence peu élevée, mais qui ont de grandes ambitions.

Le Ghana soutient des pays voisins, y compris le Libéria et la Sierra Leone, en partageant des données d'expérience et de développement des capacités. Le pays est très impliqué au niveau du bassin hydrographique, de la région et du monde, y compris dans le cadre de la Convention sur l'eau de la Commission économique des Nations Unies pour l'Europe (CEE-ONU). Il héberge également un laboratoire d'accélération des ODD, géré par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). Il a participé à un haut niveau à la Conférence des Nations Unies sur l'eau 2023. Dans le cadre du Programme d'action pour l'eau, la Ghana Water Company Limited a pour ambition d'améliorer l'accès à l'eau potable pour un million de résidents supplémentaires dans les collectivités urbaines à faible revenu, tandis que des réformes sont actuellement mises en œuvre dans le secteur de l'eau en milieu rural pour garantir la durabilité des services d'approvisionnement en eau dans les zones rurales.

- > **La consommation d'eau en bouteille et en sachet est en augmentation;** malheureusement, cela entraîne également des niveaux croissants de pollution plastique;
- > **Le Ghana est doté d'importantes ressources en eau,** notamment souterraines; ce n'est toutefois pas le cas dans toutes les régions d'un pays où la qualité de l'eau est variable, principalement en raison de l'exploitation minière illégale, du traitement limité des eaux usées et de facteurs naturels;
- > **Les zones humides du sud sont protégées au titre de la Convention de Ramsar sur les zones humides;** elles constituent d'importantes solutions fondées sur la nature en matière de qualité de l'eau et de prévention des inondations, en particulier dans les zones côtières;
- > **Les données et les informations, le développement des capacités et l'innovation** constituent également des éléments moteurs clés en cours de mise en œuvre dans le cadre des progrès d'ensemble vers la réalisation de l'ODD 6.

1. Contexte national

Le Ghana est un pays de taille moyenne situé en Afrique de l'Ouest. Plus de la moitié de ses 30 millions d'habitants vivent dans des zones urbaines (voir le tableau 1). Le pays a un produit intérieur brut par habitant, mesuré à parité de pouvoir d'achat, de 5 971 dollars É.-U., ce qui est supérieur à la moyenne de la région. Cela place le Ghana parmi les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure. Le pays est une démocratie parlementaire dotée d'une présidence exécutive. Le gouvernement est élu tous les quatre ans au suffrage universel. Le Président de la République est également le chef du Gouvernement. Deux grands partis exercent le pouvoir en alternance depuis 1992. Le pays est divisé en seize régions administratives.

La gestion des eaux au Ghana est basée sur une gestion intégrée des ressources en eau dans le cadre des différents bassins fluviaux.

Le pays est drainé par trois principaux systèmes de bassins, à savoir les bassins de la Volta, du Sud-Ouest et de la Côte, le plus grand étant le bassin de la Volta. Une commission des ressources en eau a été créée pour réglementer et gérer les ressources en eau du Ghana et coordonner les politiques gouvernementales pertinentes. Des conseils de bassin ont été établis pour élaborer des plans de gestion intégrée des ressources en eau (GIRE) pour chaque bassin hydrographique. Le Ministère de l'assainissement et des ressources en eau a été créé pour garantir une prestation de qualité des services d'approvisionnement en eau, des services d'assainissement et d'hygiène au Ghana. Il existe deux principales entreprises de distribution d'eau: la Ghana Water Company Limited, qui a pour mandat opérationnel de desservir les villes et les zones urbaines, tandis

que la Community Water and Sanitation Agency dessert les agglomérations rurales et les petites collectivités.

Le Ghana dispose de 1 808 m³ de ressources renouvelables en eau douce par habitant.

Ce chiffre se situe juste au-dessus du seuil de stress hydrique, selon l'indicateur dit «Falkenmark»². L'effet combiné de la croissance démographique et du changement climatique a entraîné une réduction progressive des ressources renouvelables en eau douce par habitant, qui s'élevaient à 1 949 m³ par personne en 2017. Certaines régions du nord du pays sont déjà confrontées à un risque de sécheresse.

Environ un tiers des ressources renouvelables en eau douce de surface du Ghana proviennent des pays voisins, en particulier du bassin du fleuve Volta, qui couvre environ 70 % de la surface des terres du pays. La coopération transfrontalière est importante pour réduire le risque d'inondation, dont la prévalence pèse particulièrement sur les parties septentrionales du pays pendant la saison des pluies. Le Ghana a conclu des accords internationaux avec des pays voisins pour assurer la gestion transfrontière des ressources en eau. L'Autorité du bassin de la Volta a été établie en 2007 pour assurer la gestion globale du bassin de la Volta. En outre, le Ghana a adhéré à la Convention de la CEE-ONU sur la protection et l'utilisation des cours d'eau transfrontières et des lacs internationaux (Convention d'Helsinki) de 1992 et, en 2020, à la Convention sur le droit relatif aux utilisations des cours d'eau internationaux à des fins autres que la navigation (Convention de New York) de 1997.

² Les définitions de la «pénurie d'eau» et du «stress hydrique» peuvent être consultées, entre autres, dans White (2018).

Tableau 1: Aperçu des données clés relatives à l'eau

Population	30 832 019 (56 % urbain) Source: Services statistiques du Ghana (2021)
Produit intérieur brut	5 971 dollars É.-U./habitant/an (PPA, revenu moyen inférieur) Source: Banque mondiale (2021, prix internationaux courants)
Ressources renouvelables en eau douce	1 808 m ³ /habitant/an (30 % externe) Source: FAO AQUASTAT (2020), Commission des ressources en eau (2021)
Eaux de surface	Volta (70 %), Sud-Ouest (22 %), côtières (8 %) Source: Gouvernement du Ghana
Eau souterraine	26,3 milliards m ³ /an Source: FAO AQUASTAT (2020)
Zones humides	10 % de la superficie des terres Source: Gouvernement du Ghana
Prélèvement d'eau	73 % agriculture, 20 % municipalités, 7 % industrie Source: FAO AQUASTAT (2020, arrondi)
Terres irriguées	0,3 % des terres agricoles Source: FAO AQUASTAT (2014)
Hydroélectricité	34 % de la production d'électricité Source: Commission de l'énergie (2021)
Risque de sécheresse	Faible (sauf dans le nord) Source: Institut des ressources mondiales (WRI) Aqueduct 3.0
Risque d'inondation fluviale	Élevé Source: WRI Aqueduct 3.0

Environ 10 % de la surface des terres est couverte par des zones humides et des mangroves très productives, en particulier le long de la côte. Ces écosystèmes sont d'une grande valeur pour la qualité de l'eau, la protection contre l'érosion et la préservation de la diversité biologique. Le pays est également doté de ressources en eaux souterraines. Dans le nord du pays, le niveau des eaux souterraines diminue et les concentrations de fluorure sont élevées, en particulier dans le nord-est. Dans la partie méridionale, les ressources en eaux souterraines présentent des niveaux élevés de fer et de manganèse et, le long de la côte, elles présentent une salinité élevée³. Le Ghana partage un aquifère sédimentaire côtier avec le Togo, le Bénin et le Nigéria.

L'hydroélectricité représente environ 34 % de la production d'électricité du pays. Il existe trois grandes centrales hydroélectriques⁴. Elles sont toutes situées en aval d'autres pays riverains du bassin de la Volta. Dans la mesure où le pays exporte de l'électricité vers les pays voisins, la coopération transfrontière axée sur le lien eau-énergie est importante pour la région.

Selon la FAO, seules 0,3 % des terres agricoles sont irriguées, ce qui représente moins de 40 000 hectares. Pourtant, l'agriculture est à l'origine de 73 % des prélèvements d'eau dans le pays. Environ 20 % de l'eau est prélevée à des fins d'utilisation par les ménages. L'industrie prélève les 7 % restants. Les flux environnementaux sont estimés à 59 % des ressources renouvelables en eau.

³ Voir Gumma et Pavelic (2013), et Araya et al. (2022).

⁴ Pour plus de plus amples renseignements, voir les statistiques nationales de l'énergie 2022.

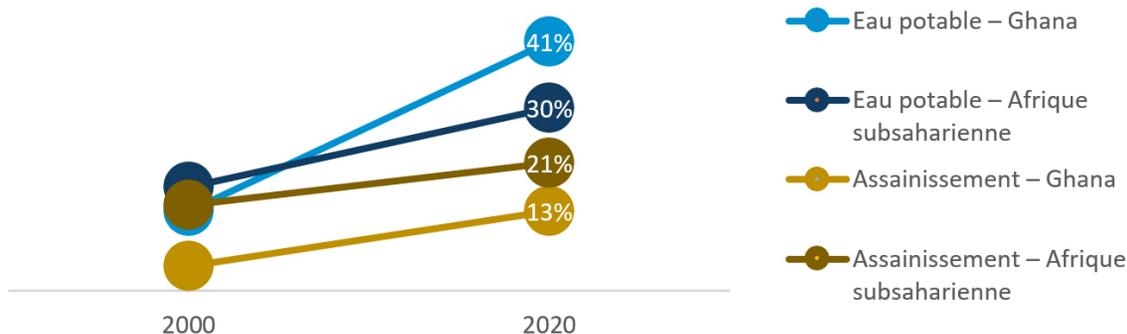


Figure 1: Tendances en matière d'eau, d'assainissement et d'hygiène dans les ménages (2000-2020)

S'agissant des services liés à l'eau gérés en toute sécurité, en 2000, le Ghana était en dessous de la moyenne régionale en matière d'accès à l'eau potable, à l'assainissement et à l'hygiène (WASH). Le pays a dépassé la moyenne régionale pour les services d'approvisionnement en eau potable gérés en toute sécurité au milieu des années 2000 (voir la figure 1), mais des différences importantes subsistent à travers le pays, entre les zones urbaines et rurales, entre les populations les plus riches et les populations les plus pauvres, ainsi qu'en matière d'assainissement et d'hygiène (voir la figure 2).

Les données désagrégées relatives à la couverture des services de base révèlent d'importantes inégalités entre les zones

urbaines (où 96 % de la population a accès à l'eau potable) et rurales (72 %), entre les populations les plus riches (99 %) et les plus pauvres (48 %) et entre les différentes régions (98 % dans la région de la capitale, le Grand Accra, et 44 % dans les régions du Nord et du Haut Ghana oriental).

Selon le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), plus de 2,5 millions de personnes utilisent des sources d'eau non améliorées. Environ un tiers des points d'eau ne sont pas fonctionnels. En outre, environ 18 % de la population pratique la défécation à l'air libre, tandis que 47,4 % utilisent des toilettes communes.

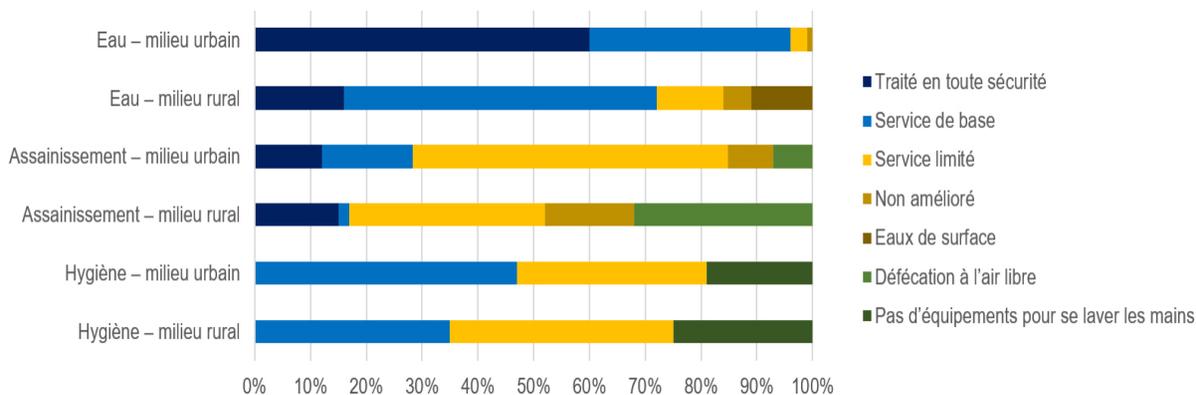


Figure 2: Couverture des ménages en matière d'approvisionnement en eau, d'assainissement et d'hygiène (2020)

2. Quelles sont les réalisations obtenues?

Depuis 2000, le Ghana a connu l'amélioration la plus rapide de la couverture des services d'approvisionnement en eau potable gérés en toute sécurité (indicateur 6.1.1) en Afrique subsaharienne, avec une augmentation de 1,4 point

de pourcentage par an de la couverture. En 2020, 41 % de la population avait accès à ces services, contre seulement 13 % en 2000 (voir la figure 3).

Ces progrès signifient que le pays a dépassé la moyenne régionale de l'Afrique subsaharienne⁵.

L'objectif national du Ghana en matière d'eau potable est de parvenir à la mise à la disposition de tous des services de base d'ici à 2030. Avec une couverture qui a progressé de 64 % en 2000 à 86 % en 2020 (soit une augmentation annuelle de 1,1 point de pourcentage), le pays est pratiquement en voie d'atteindre cet objectif d'ici à 2030 (ce qui nécessiterait une augmentation annuelle de 1,4 point de pourcentage).

Le Ghana a également affiché des progrès concernant plusieurs autres cibles de l'ODD 6, en plus des progrès réalisés dans le domaine des services d'approvisionnement en eau potable. La part de la population ayant accès à des services d'assainissement améliorés est passée de 64,7 % en 2010 à 71,1 % en 2020. Tout en restant inférieure à la moyenne régionale, la couverture des services d'assainissement gérés en toute sécurité (voir l'indicateur 6.2.1a) a également progressé, passant de 8,8 % de la population en 2010 à 13,3 % en 2020, soit une augmentation de 4,5 points de

Plus de 10 millions de personnes ont eu accès à des services d'eau potable en 20 ans.

pourcentage. Le Ghana progresse également en termes de capacité à contrôler le traitement des eaux usées municipales et industrielles (voir l'indicateur 6.3.1), environ 40 % des eaux usées d'origine municipale et industrielle contrôlées étant soumis à traitement⁶. L'efficacité de l'utilisation des ressources en eau (voir l'indicateur 6.4.1), mesurée par le rapport de la valeur ajoutée en dollars É. U. au volume d'eau utilisé, a augmenté de 77 % ces dix dernières années, passant de 18 dollars É. U./m³ en 2010 à 33 dollars É. U./m³ en 2019. En outre, le degré de la gestion intégrée des ressources en eau s'améliore (voir l'indicateur 6.5.1). Selon les données produites par le PNUE, le degré de la GIRE est passé de 49 % en 2017 à 57 % en 2020. En outre, le Ghana affiche un niveau élevé de coopération transfrontière (voir l'indicateur 6.5.2), 91 % de la superficie des bassins transfrontaliers ayant en place un dispositif de coopération opérationnel avec les pays riverains.

L'indicateur 6.1.1 «Proportion de la population utilisant des services d'approvisionnement en eau potable gérés en toute sécurité» permet de suivre la proportion de la population qui bénéficie de services d'approvisionnement en eau potable gérés en toute sécurité. Un service géré en toute sécurité est défini comme une source d'approvisionnement en eau potable améliorée, qui est accessible sur place, à portée de main et exempte de contamination fécale et de contamination par des produits chimiques d'intérêt prioritaire. Les sources d'eau améliorées comprennent l'eau courante, les forages ou les puits tubulaires, les puits protégés, les sources protégées et l'eau conditionnée ou distribuée.

Services de base d'approvisionnement en eau potable. Si la source améliorée ne satisfait pas aux critères d'accessibilité, de disponibilité ou de qualité, mais qu'il faut moins de 30 minutes pour aller chercher l'eau, le service est dit de base.

⁵ Pour de plus amples informations sur les progrès accomplis dans la réalisation de l'indicateur 6.1.1, voir l'aperçu d'ONU-Eau, de l'UNICEF et de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) (2023).

⁶ De même, pour l'indicateur 6.3.1, voir l'aperçu correspondant d'ONU-Eau et d'ONU Habitat (2023).

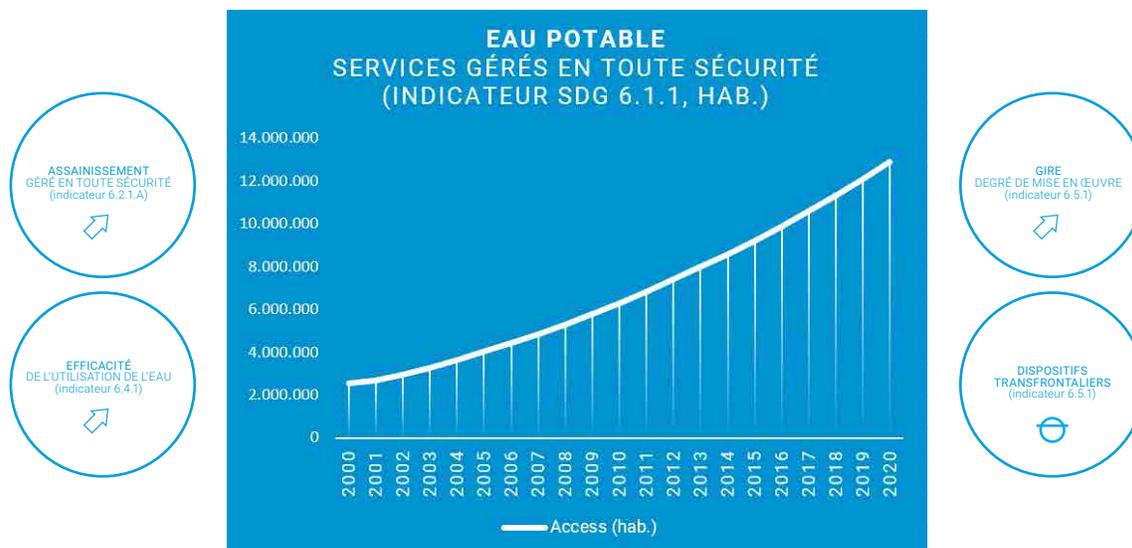


Figure 3: Progrès en matière d'accès à un service d'approvisionnement en eau potable géré en toute sécurité (nombre de personnes) (voir indicateur 6.1.1) et autres indicateurs de l'ODD 6 ayant un impact sur ces progrès au Ghana

Source: Portail de données d'ONU-Eau sur l'ODD 6, avec des données de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) et du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) (6.1.1, 6.2.1, 2000-2020), l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) (6.4.1, 2010-2020), du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) (6.5.1, 2017-2020) ainsi que de la Commission économique pour l'Europe (CEE) et de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) (6.5.2, 2017-2020).

3. Comprendre les réalisations

Cette section décrit comment et pourquoi les progrès ont été réalisés. Elle examine les facteurs directs et indirects qui ont permis ces réalisations, en prêtant attention aux facteurs susceptibles d'être reproduits dans d'autres pays. Sept principaux éléments moteurs ont été identifiés dans le cas du Ghana: la gouvernance, le financement, les personnes, la nature, les données et les informations, le développement des capacités ainsi que l'innovation. Ils sont présentés par ordre de pertinence.

Gouvernance: institutions fortes et services d'utilité publique bien gérés

L'eau tient une place de premier rang au nombre des priorités politiques du Ghana. Elle est considérée comme un catalyseur de la croissance économique. Lors des élections, les candidats font campagne sur des questions relatives à l'eau et à l'assainissement. L'eau et l'assainissement figurent en bonne place sur l'agenda politique, le président jouant un rôle clé aux niveaux tant national qu'international. Le Gouvernement fait preuve de souplesse et s'adapte, en encourageant de nouvelles idées et approches.

Il existe une base institutionnelle et politique solide pour la GIRE et le programme WASH. Le pays a créé une Commission des ressources en eau en 1996 et des conseils pour chaque bassin, lesquels ont élaboré des plans de GIRE pour les bassins. Le Ghana est en train de mettre en place des organismes de gestion des bassins d'affluent, qui élaboreront leurs propres plans de GIRE, afin de prendre en compte les besoins et les aspirations des populations et des usagers au sein du bassin

hydrographique. La Commission délivre et gère des permis de forage et d'utilisation de l'eau. La mise en œuvre de la législation, la conformité aux permis, la conservation des zones tampon, la présence de la Commission dans l'ensemble du pays, l'amélioration de la participation des conseils de bassin, le renforcement de la coordination des dispositifs institutionnels établis, conjugués à des investissements privés et publics, ont permis à des millions de Ghanéens d'accéder à l'approvisionnement en eau potable ces dernières années. Le Ghana a également adopté une politique nationale de l'eau en 2007, qui fait actuellement l'objet d'une révision afin de prendre en compte l'intérêt mondial actuel pour le programme d'action en matière d'eau, d'assainissement et d'hygiène (programme WASH), ainsi que les questions nouvelles dans le secteur de l'eau et dans le secteur de l'assainissement au Ghana.

Le Ministère de l'assainissement et des ressources en eau a été créé en 2017, ce qui signale la nécessité de mettre l'accent sur l'assainissement. Toutefois, l'accès aux services d'assainissement et sa gestion durable restent difficiles. Actuellement, les services d'assainissement sont délégués au niveau local, où les ressources financières sont plus limitées et les capacités techniques sont faibles dans certaines juridictions. Des discussions sont en cours concernant l'établissement d'une autorité nationale de l'assainissement, qui pourrait stimuler l'action et des investissements indispensables.

Les services urbains de distribution d'eau sont bien gérés. Il existe une délimitation opérationnelle dans la prestation des services d'approvisionnement en eau pour les zones

Lutte contre l'exploitation minière illégale

Un moratoire a été institué en 2017 sur l'exploitation minière à petite échelle, car elle pollue l'eau. Un Comité interministériel sur l'exploitation minière illégale et le Groupe de travail dénommé «Vanguard Operation Taskforce» ont été établis. L'approche consiste non seulement à mettre fin à l'exploitation minière illégale, à récupérer les terres et à améliorer les moyens de subsistance, mais aussi à évoluer vers l'exploitation minière communautaire, avec des permis d'exploitation délivrés au niveau de la collectivité afin de réglementer les petites structures minières.



urbaines et les zones rurales. La Ghana Water Company Limited dessert les villes et les zones urbaines, tandis que la Community Water and Sanitation Agency est responsable des petites villes et des zones rurales. Dans les zones urbaines, des subventions croisées ont été mises en place pour étendre les services d'approvisionnement en eau à tous les quartiers, en procédant dans certains cas à un transfert de ressources des systèmes et des populations les plus riches vers les plus pauvres. Dans les zones urbaines, les ménages les plus pauvres font l'objet d'une attention nouvelle, puisque la Ghana Water Company Limited a créé un département d'aide aux consommateurs à faible revenu pour assurer des services d'approvisionnement en eau aux usagers à faible revenu. Des mesures d'incitation ont également été établies pour encourager les services de distribution d'eau à atteindre des indicateurs de performance clés. Les réformes en cours visant à faire passer l'Agence communautaire de l'eau et de l'assainissement d'un rôle de facilitateur à celui de service public rural de distribution d'eau constituent l'un des principaux programmes de réforme du Gouvernement, qui devrait contribuer à surmonter les difficultés subsistant en matière de prestation de services dans les zones rurales. Toutefois, la base juridique et économique des services de

distribution d'eau dans les zones rurales doit être renforcée pour permettre au secteur privé d'investir et de participer à la réalisation de l'accès universel.

L'attention portée à la qualité de l'eau est de plus en plus grande. Afin d'améliorer l'approvisionnement régulier en eau potable dans le pays, le Cadre national de gestion de la qualité de l'eau potable a été élaboré. Il met l'accent sur l'identification systématique des risques, la mise en œuvre de plans de sécurité sanitaire de l'eau et l'intensification des interventions de traitement et de stockage sécurisé des eaux produites par les ménages, un suivi et une évaluation efficaces, la réglementation et la coordination des rôles et des responsabilités de tous les acteurs concernés. Le cadre garantit que de multiples barrières sont mises en place depuis le point de captage jusqu'au point d'utilisation, afin de gérer efficacement le risque lié à l'exposition du public à de l'eau potable contaminée et de protéger ainsi la santé publique. Une collaboration plus étroite entre le Gouvernement et des parties prenantes clés a conduit à l'établissement d'un consortium composé des pouvoirs publics, d'industries et d'organisations de la société civile, lequel mène actuellement une action de sensibilisation de l'opinion à un engagement mondial en faveur d'une eau potable sans plomb.

Financement: financement public, financement international et soutien des bailleurs de fonds

La Ghana Water Company Limited peut couvrir ses coûts d'exploitation à partir de la structure tarifaire actuelle appliquée dans ses zones d'activité. Toutefois, elle n'est toujours pas en mesure d'emprunter et d'assurer le service de la dette sur la base de son propre bilan financier. Néanmoins, elle peut exercer un effet de levier sur les investissements. La plupart des systèmes d'adduction d'eau dans les petites villes et les collectivités rurales ne sont pas en mesure de couvrir leurs coûts d'exploitation. Il est prévu que les réformes engagées dans le sous-secteur de l'eau en milieu rural permettent à l'Agence communautaire de l'eau et de l'assainissement de gérer efficacement les systèmes d'adduction d'eau dans les petites villes et collectivités et d'exercer un effet de levier sur les investissements dans un avenir proche. Une division du travail est en place, dans le cadre duquel le gouvernement et les banques de développement portent leur attention sur les grands systèmes d'adduction d'eau, principalement dans les zones urbaines, tandis que les organismes du système des Nations Unies, les ONG et d'autres partenaires s'intéressent aux systèmes d'adduction d'eau plus petits et décentralisés, généralement des forages et de modestes systèmes d'adduction d'eau mécanisés dans les zones rurales.

Le financement actuel du secteur s'élève à environ 114 millions de dollars É.-U. par an, mais reste insuffisant. La Banque mondiale estime à environ 946 millions de dollars É.-U. le besoin de financement annuel pour la réalisation de l'ODD 6 d'ici à 2030 au niveau national⁷. Toutefois, le financement actuel du secteur s'élève à environ 114 millions de dollars É.-U. par an. Cela laisse un important déficit de financement en vue de la réalisation de l'ODD 6, en particulier l'accès universel

⁷ Analyse reproduite dans Safe Water Network (2017).

à l'eau potable et à l'assainissement⁸. L'UNICEF estime que le coût de l'accès universel aux services d'assainissement de base s'élève à lui seul à 180 millions de dollars É.-U. par an. Les ménages jouent un rôle important, puisqu'ils dépensent actuellement environ 130 millions de dollars É.-U. par an pour l'utilisation de toilettes communes⁹.

Alors que l'économie continue de croître, les subventions des bailleurs de fonds diminuent progressivement. Ces dix dernières années, le montant de l'aide publique au développement (APD) consacrée à l'eau et à l'assainissement, qui a été décaissé, s'élevait en moyenne à 88 millions de dollars É.-U. par an. Alors que l'économie continue de croître, le soutien des bailleurs de fonds diminuent progressivement. Toutefois, les dépenses publiques augmentent dans le cadre de la politique «Ghana Beyond Aid». Par exemple, dans le cadre du programme «Water for All», le Gouvernement investit actuellement plus de 740 millions de dollars É.-U. dans huit projets d'adduction d'eau dans les villes de Yendi, Tamale, Bolgatanga, Damongo, Wenchi, Sunyani, Keta et Sekondi-Takoradi. Le Gouvernement indique qu'un montant de 1,3 milliard de dollars É. U. a été investi pour étendre les services d'alimentation en eau et d'assainissement à environ 5,3 millions de personnes.

Plusieurs partenaires contribuent au financement de projets d'eau à des conditions préférentielles, car les taux d'intérêt restent élevés. Certaines ONG proposent des microcrédits, mais le dispositif doit être consolidé. Les ménages les plus pauvres ne sont souvent pas au courant des subventions et des prêts à des conditions favorables qui sont disponibles. Les subventions publiques et l'aide des donateurs doivent être mieux ciblées sur les ménages et les quartiers les plus pauvres, qui ne sont souvent pas raccordés au réseau de canalisations.

⁸ Voir *Assainissement et eau pour tous* (2019).

⁹ Voir UNICEF Ghana et Ministère des ressources en eau et de l'assainissement (2019).

Le projet GAMA

La Banque mondiale prépare une subvention de 150 millions de dollars É.-U. dans le but de soutenir les efforts que déploie le Gouvernement du Ghana pour améliorer l'accès aux services d'assainissement et d'approvisionnement en eau dans la zone métropolitaine du Grand Accra (zone GAMA), en mettant l'accent sur les collectivités à faible revenu, et de renforcer la gestion de l'assainissement de l'environnement dans la zone. Le projet comporte quatre volets: la prestation de services d'assainissement de l'environnement et d'adduction d'eau aux zones à faible revenu prioritaires; l'amélioration et l'extension du réseau de distribution d'eau; la planification, l'amélioration et l'expansion des services d'assainissement de l'environnement à l'échelle de la zone GAMA; et le renforcement des institutions municipales, métropolitaines et nationales.



Personnes: forage de puits et achat d'eau en bouteille et en sachet

Les Ghanéens jouent un rôle actif dans l'approvisionnement en eau. La croissance rapide de la population et l'urbanisation non planifiée font qu'il est difficile pour les compagnies de distribution d'eau de satisfaire la demande en eau prévue. Par conséquent, dans les villes à croissance rapide comme Accra, Cape Coast, Kumasi et Tamale, les habitants se tournent vers l'auto-approvisionnement en forant des puits. Cela résulte du fait que ces zones ont un approvisionnement en eau intermittent, qu'elles sont hors de portée des réseaux de canalisations et que les ménages ont les moyens de financer le forage de ces puits. Dans les zones desservies par un réseau de canalisations, l'auto-approvisionnement représente une perte de revenu pour les services de distribution d'eau. Dans les collectivités les plus pauvres, le forage de puits à usage collectif est souvent soutenu par des ONG, en particulier dans la partie nord du pays. Les autorisations de forage et les permis d'utilisation de l'eau sont délivrés par la Commission des ressources en eau, tandis que le niveau et la qualité des eaux

souterraines sont contrôlés par l'Institut de recherche sur l'eau du Conseil de la recherche scientifique et industrielle (Council for Scientific and Industrial Research, CSIR). L'augmentation de l'auto-approvisionnement pose toutefois des difficultés en matière de contrôle et de réglementation. En outre, la qualité des pompes manuelles varie, ce qui peut être problématique, en particulier dans les régions où l'eau présente des niveaux élevés d'acidité (pH <7)¹⁰.

En outre, les Ghanéens consomment de plus en plus d'eau en sachet et en bouteille, ce qui est assimilé à un accès à des services gérés en toute sécurité. Cette source d'eau non conventionnelle est soumise à autorisation de la Food and Drugs Authority, tandis que la Commission des ressources en eau porte ses efforts sur le respect des permis d'utilisation de l'eau par les producteurs d'eau en sachet et en bouteille, car les niveaux de prélèvement d'eau peuvent être élevés et la qualité variable, étant donné que cette eau est utilisée par environ un tiers de la population¹¹. L'utilisation d'eau en sachet et en bouteille représente un coût considérable pour les ménages et l'environnement. En fait, un volume limité de sachets et de bouteilles

¹⁰ Pour de plus amples d'informations, voir Danert (2022), ainsi que Sutton et Butterworth (2021).

¹¹ Voir *Ghana 2021 Population and Housing Census*, vol. 3, ainsi que Mould et al. (2022).

usagés sont collectés et recyclés, ou éliminés en toute sécurité. Cela contribue au niveau croissant de pollution plastique, qui constitue un problème dans de nombreuses villes et d'autres parties du pays. Les programmes de l'Agence pour la protection de l'environnement et les actions menées par de petites entreprises pour récupérer le plastique ne suffisent pas à lutter contre ce problème croissant, qui obstrue également les canaux d'évacuation dans les zones urbaines et rurales.

Nature: des eaux souterraines abondantes, des zones humides protégées mais des rivières polluées

Le Ghana est doté d'importantes ressources en eau, avec des eaux souterraines particulièrement abondantes dans la majeure partie du pays. Les prélèvements d'eau et la production d'eau en bouteille et en sachet ne représentent que 5 % de la reconstitution annuelle moyenne des nappes phréatiques dans la majeure partie du pays. De plus, les eaux souterraines sont relativement protégées car elles sont assez profondes. La profondeur moyenne des forages est de 42 mètres¹². Toutefois, dans certaines régions, en particulier dans le nord, les eaux souterraines sont moins abondantes et, dans d'autres, elles ne sont pas sûres. Dans le nord-est du pays, les eaux souterraines sont impropres à la consommation en raison des concentrations élevées de fluor, qui provoquent de graves fluoroses dentaires et squelettiques. On note également la présence de manganèse et de fer dans les eaux souterraines des parties centrale et méridionale du pays, ainsi qu'une forte salinité dans les eaux souterraines le long de la côte. Les aquifères du Ghana peuvent amortir les effets du changement climatique,

dans la mesure où la prévision de précipitations d'intensité plus élevée est susceptible d'accroître la reconstitution des nappes phréatiques¹³.

La qualité des eaux de surface constitue un problème, de nombreux cours d'eau étant fortement pollués en raison d'un nombre d'activités humaines, y compris l'exploitation minière illégale. Selon des sources gouvernementales, la proportion de masses d'eau présentant une bonne qualité de l'eau ambiante est passée de 51,5 % en 2017 à 58,2 % en 2021, grâce au travail du Comité interministériel sur l'exploitation minière illégale et du Groupe de travail de l'opération Vanguard. L'approche consiste à évoluer vers l'exploitation minière communautaire, avec des permis d'exploitation délivrés au niveau de la collectivité. Le système fluvial du sud-ouest comprenant les bassins de Pra, Tano, Bia et Ankobra, qui s'est détérioré en raison de l'exploitation minière illégale, s'est progressivement amélioré, l'indice de la qualité de l'eau passant de 49,3 % en 2017 à 53,0 % en 2019.

Dans le sud, le Ghana possède de vastes zones humides et mangroves, qui sont importantes pour la diversité biologique aquatique, terrestre et aviaire. En tant que filtres naturels, elles jouent également un rôle important dans la qualité de l'eau, la prévention des inondations, la protection contre l'érosion et le piégeage du carbone. Elles sont donc importantes à la fois pour l'atténuation et pour l'adaptation au changement climatique. Ces zones humides représentent environ 10 % de la superficie des terres du pays. Elles sont protégées par la Convention de Ramsar sur les zones humides et sont relativement bien gérées. Cependant, dans certaines villes comme Accra, où la pression sur les terres est forte, la population empiète illégalement sur les zones humides. Il importe de renforcer les mesures de conservation afin d'enrayer et d'inverser la tendance, et de remettre en état les zones d'empiètement.

¹² Selon la politique nationale de l'eau révisée (2022, p. 14).

¹³ Confirmé par Cuthbert et al. (2019).

Données et informations: surveillance à partir de différentes sources

Les données proviennent de nombreuses sources, y compris de recensements et d'enquêtes de qualité fournis par le Service statistique du Ghana et d'autres plates-formes, telles que le Programme commun OMS/UNICEF de surveillance de l'eau et de l'assainissement. Le recensement de la population et du logement de 2021 présente des données désagrégées, montrant d'importantes disparités entre les régions et entre les zones urbaines et rurales¹⁴. Malheureusement, ces données ne sont pas ventilées en fonction d'autres caractéristiques importantes telles que le genre et les groupes d'âge. Les prestataires de services d'approvisionnement en eau produisent également des données. Toutefois, les données provenant de ces prestataires, des enquêtes et des recensements ne concordent pas toujours, même si les tendances sont semblables. Il est nécessaire de procéder à une validation croisée. Un système d'information sur le secteur de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène est en cours d'achèvement en

¹⁴ Voir le recensement de la population et du logement 2021 au Ghana.

vue de sa pleine opérationnalisation. Il vise à fournir, sur une base cohérente et systématique, des renseignements adéquats sur l'accès aux services d'approvisionnement en eau potable et aux services d'assainissement, la qualité de ces services et leur durabilité.

La Commission des ressources en eau et l'Institut de recherche sur l'eau du CSIR surveillent les ressources en eau.

La Commission des ressources en eau gère un réseau de 78 stations opérationnelles de surveillance de la qualité de l'eau, a entrepris 35 activités de surveillance des zones sensibles et de l'environnement et gère le système de permis¹⁵. Dans le milieu universitaire, l'Institut de recherche sur l'eau du CSIR comprend également une section chargée de surveiller la qualité des eaux souterraines. Toutefois, la surveillance de la qualité et de la quantité des eaux de surface et des eaux souterraines reste limitée.

Le Ghana partage des données avec les pays voisins. Un accord de longue date en matière de partage de données est en place entre le Ghana et le Burkina Faso, qui est situé en amont du Ghana. En 2019, la Charte de l'eau

¹⁵ Voir le programme de développement du secteur WASH du Ghana 2021-2030.

Surveillance des débits d'eaux usées

La surveillance du débit d'eaux usées a débuté en 2022, sous la direction de l'Agence de protection de l'environnement (EPA). Une étude réalisée avec le soutien d'ONU-Habitat montre que 40 % des industries et des installations municipales enregistrées auprès de l'EPA traitent les eaux usées. Ce chiffre est nettement plus élevé que dans les enquêtes et estimations précédentes, en raison de l'augmentation des investissements, de l'amélioration de la législation et du renforcement du respect des règles. Cependant, de nombreuses industries ne sont pas enregistrées.



Photo: EPA (2022)

du bassin de la Volta a été adoptée dans le cadre de l'Autorité du bassin de la Volta. Elle vise à assurer la collaboration entre tous les pays riverains afin de normaliser la collecte et l'échange de données et d'informations en vue de la gestion transfrontière des eaux. En outre, le Ghana participe activement au Système de suivi et d'évaluation du secteur de l'eau et de l'assainissement en Afrique du Conseil des ministres africains sur l'eau (CMAE).

Développement des capacités: de bonnes universités et des campagnes de sensibilisation

Le Gouvernement et les partenaires au développement mènent des activités de développement des capacités à tous les niveaux. Depuis des dizaines d'années, des projets menés par des partenaires au développement ont apporté une formation continue et un développement des capacités, y compris des cours de courte durée à l'étranger et des voyages d'étude. Comme les efforts se sont concentrés sur les autorités centrales, des lacunes persistent, en particulier au sein des bureaux de bassin et des assemblées de district. La planification et le développement

des capacités à l'échelle du district font l'objet d'un projet pilote, en collaboration avec la Commission nationale de planification du développement. En général, les lacunes et les contraintes en matière de capacités sont importantes dans les zones rurales. La qualité du service fourni par les compagnies de distribution d'eau doit également être renforcée.

Les universités ghanéennes se classent parmi les meilleures d'Afrique. Le milieu universitaire joue un rôle important dans la mise en œuvre de plusieurs projets, souvent en collaboration avec des partenaires étrangers. Bien que la durabilité des projets de recherche soit limitée après leur clôture, ils contribuent au transfert de capacités, de connaissances et de technologies à d'autres pays et aux générations à venir.

Des campagnes de sensibilisation du public sont menées au moyen de la radio et d'autres médias afin d'améliorer la capacité du public à connaître et à évaluer les questions liées à l'eau. Les efforts se concentrent généralement au niveau du bassin et au niveau local, ainsi que sur le développement des capacités en matière de GIRE et des questions d'eau, d'assainissement et d'hygiène.

Développer la chaîne de valeur de l'assainissement

Une approche axée sur la demande est mise en œuvre, que ce soit en milieu urbain ou dans les zones rurales, dans le cadre du programme WASH du Gouvernement du Ghana et de l'UNICEF. Plus de 60 000 toilettes durables ont été construites à domicile depuis 2017, en recourant au marketing de l'assainissement (SanMark). L'accent est mis sur la formation des artisans et la création de petites entreprises de construction de toilettes, qui sont complétées par des facilités de financement permettant aux ménages et aux petites entreprises de contracter des prêts pour l'assainissement à des taux d'intérêt bien inférieurs à ceux du marché et de les rembourser selon des modalités flexibles. Cette approche intégrée a permis de répondre aux besoins de personnes appartenant à différents quintiles économiques.



Innovation: ouverture aux solutions innovantes

L'innovation est très présente au Ghana où des solutions sont constamment mises à l'essai. Le Gouvernement est ouvert à de nouvelles idées pour accélérer les progrès. Par exemple, l'eau était gratuite pour tous pendant neuf mois durant la crise de la COVID-19. Au nombre des autres solutions novatrices figurent les suivantes:

- Une subvention de 70 % à l'installation de toilettes destinée à ceux qui n'en disposent pas;
- Des mécanismes de prêts renouvelables à des taux d'intérêt abordables et assortis de modalités de remboursement souples à l'intention des ménages et des petites et moyennes entreprises;
- Un système de remboursement de bons de construction de toilettes, assujéti au contrôle de la qualité, car la plupart des ménages pratiquant la défécation en plein air possédaient des toilettes, qui se sont effondrées ou remplies en raison de leur mauvaise qualité;
- Des prêts destinés aux projets d'eau, accordés à des conditions préférentielles par des banques privées, avec le soutien de bailleurs de fonds;
- Une plate-forme d'épargne permettant aux ménages pauvres d'accéder à des toilettes subventionnées, sur la base d'une contribution de 30 % du ménage;
- Un système de paiement flexible pour le raccordement à l'eau, en fonction de la distance par rapport au réseau;
- Une forte possibilité d'étendre les systèmes de financement innovants, tels que le Fonds

pour l'assainissement de base et le Fonds de district pour l'assainissement, avec des taux d'intérêt favorables, qui ont déjà démontré la volonté d'emprunter et la capacité de rembourser des ménages à faible revenu;

- L'utilisation de compteurs intelligents et de jetons aux bornes-fontaines publiques, qui permet à la population d'avoir accès aux services d'adduction d'eau à tout moment, tant que le système est fonctionnel;
- Un fonds d'assurance de la qualité de l'eau qui permet aux laboratoires reconnus d'offrir une prestation de services d'analyse de la qualité de l'eau aux petits systèmes ruraux selon la formule du «paiement à l'acte» (si les systèmes d'adduction d'eau ne paient pas les factures d'analyse, le laboratoire peut exiger le remboursement de la créance auprès d'un fonds d'assurance);
- Contrats axés sur les résultats pour la prestation de services liés à l'utilisation de l'eau en milieu rural;
- Le concept de gestion de la transition a fait l'objet d'un projet pilote à Dodowa, à Accra, et peut favoriser la compréhension, la confiance et des actions conjointes entre les habitants des bidonvilles et les autorités afin d'améliorer l'accès à l'eau potable;
- L'utilisation de l'instrument Rainwatch et des émissions radiophoniques agricoles pour connecter les usagers d'eaux souterraines dans les zones rurales aux prévisions et autres renseignements utiles afin de renforcer la résilience.

Le Gouvernement est actuellement à la recherche de solutions relatives aux ressources en eau non conventionnelles, notamment dans les domaines de la désalinisation et de la réutilisation de l'eau,

en particulier pour les zones arides du nord du pays. Le Ghana recherche également des solutions d'un bon rapport coût/efficacité pour traiter les eaux souterraines présentant des concentrations trop élevées de fer et de

fluor. Toutefois, le processus d'intégration des innovations et des projets pilotes, en vue d'une transposition efficace à plus grande échelle, doit être mieux institutionnalisé.

4. Rôle des accélérateurs mondiaux

Le Ghana a investi simultanément dans cinq accélérateurs mondiaux. Le pays n'aurait pas été en mesure de réaliser des progrès aussi impressionnants vers la réalisation de l'ODD 6 s'il n'avait pas investi dans les cinq accélérateurs identifiés dans le Cadre mondial d'accélération de la réalisation de l'ODD 6, à savoir le financement, les données et les informations, le développement des capacités, l'innovation et la gouvernance. Les données démographiques montrent que la plupart des progrès réalisés en matière d'accès à l'eau potable dépendent de la distribution de l'eau en bouteille et en sachet et de l'auto approvisionnement par le biais de forages. Ces progrès ont été rendus possibles par un cadre politique, réglementaire et institutionnel favorable. C'est une solution à court terme qui aidera le pays à progresser en partie vers la réalisation de l'ODD 6, mais qui présente de sérieuses limites en termes de coût, de fiabilité et de sécurité sanitaire.

Ce sont les efforts conjoints déployés en matière de gouvernance, de financement, de données, de développement des capacités et d'innovation qui permettent d'entretenir et d'étendre les réseaux de canalisations, d'assurer le contrôle de la qualité et d'atteindre également les zones rurales et les quartiers défavorisés de manière durable. Pour réaliser pleinement l'ODD 6, le niveau d'effort actuel doit plus que doubler. Il faudra probablement unir les forces non seulement du secteur public, des partenaires au développement, des ONG et du milieu universitaire, mais aussi des investisseurs privés.

Le Cadre mondial d'accélération de la réalisation de l'ODD 6 est une initiative fédératrice visant à obtenir des résultats rapides, à une échelle accrue, pour atteindre l'objectif consistant à garantir l'accès de tous à des services d'alimentation en eau et des services d'assainissement gérés de façon durable, d'ici à 2030. Le Cadre contribue au nouveau Programme d'action pour l'eau, un résultat de la Conférence des Nations Unies sur l'eau 2023, qui s'est tenue en mars 2023.

Pour de plus amples informations: www.unwater.org/our-work/sdg-6-global-acceleration-framework

5. Reproductibilité dans d'autres pays

L'expérience du Ghana est hautement pertinente pour d'autres pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure de taille moyenne, qui partent d'une situation de référence peu élevée, mais qui ont de grandes ambitions. Les principaux facteurs et éléments moteurs susceptibles d'être reproduits dans d'autres pays sont les suivants:

- **L'eau tient une place de premier rang au nombre des priorités politiques du Ghana.** Les candidats politiques font souvent de l'eau un élément de leur campagne. Le gouvernement est fier de ses réalisations dans le domaine de l'eau et du programme «WASH»;
- **Il existe une base juridique et politique solide et saine** en matière de GIRE et pour le programme «WASH», qui est continuellement améliorée et régulièrement actualisée;
- **Les services de distribution d'eau sont bien gérés**, avec une séparation entre les zones urbaines et rurales, des subventions croisées entre les systèmes et les collectivités les plus riches et les plus pauvres, ainsi que des incitations pour atteindre des indicateurs de performance clés;
- **Une division du travail est en place**; le gouvernement et les banques de développement portent leur attention sur les grands systèmes d'adduction d'eau, principalement dans les zones urbaines, tandis que les organismes du système des Nations Unies, les ONG et d'autres partenaires s'intéressent aux systèmes d'adduction d'eau plus petits et décentralisés, souvent dans les zones rurales;
- **L'aide des donateurs diminue**, mais le Gouvernement accroît ses efforts dans le cadre de la politique «Ghana Beyond Aid» (le Ghana au-delà de l'aide) et du programme «Water and Sanitation for All» (Eau et assainissement pour tous), en investissant plus de 740 millions d'USD dans huit grands projets d'approvisionnement en eau dans le cadre du programme «Water for All»; cependant, le déficit de financement reste important et il reste encore beaucoup à faire si le Ghana veut réaliser l'ODD 6 d'ici à 2030;
- **Les Ghanéens creusent des puits** et l'auto-approvisionnement s'est développé massivement, en particulier dans les villes et les zones périurbaines à croissance rapide. L'auto-prestation croissante de services d'approvisionnement en eau pose des difficultés en matière de contrôle et de réglementation de la qualité et du volume de l'eau prélevée;
- **La consommation d'eau en bouteille et en sachet est en augmentation**; malheureusement, cela entraîne également des niveaux croissants de pollution plastique;
- **Le Ghana est doté d'importantes ressources en eau**, notamment souterraines; ce n'est toutefois pas le cas dans toutes les régions du pays, où la qualité de l'eau est variable, principalement en raison de l'exploitation minière illégale, du

traitement limité des eaux usées et, en particulier, de facteurs géologiques;

- **Les zones humides du sud sont protégées au titre de la Convention de Ramsar sur les zones humides;** elles constituent d'importantes solutions fondées sur la nature en matière de qualité de l'eau et de prévention des inondations, en particulier dans les zones côtières;
- **Les données et les informations, le développement des capacités et l'innovation** constituent également des éléments moteurs clés en cours de mise en œuvre dans le cadre des progrès d'ensemble vers la réalisation de l'ODD 6; comme l'opérationnalisation d'un système d'information sur le secteur pour

fournir des renseignements adéquats sur l'accès aux services d'approvisionnement en eau et les services d'assainissement, la qualité de ces services et leur durabilité;

- **L'attention portée à la qualité de l'eau est de plus en plus grande.** Un cadre national de gestion de la qualité de l'eau potable a été élaboré et est en cours de mise en œuvre. Le Ghana s'est joint à un consortium de gouvernements, d'industries et d'organisations de la société civile qui mène une action de sensibilisation de l'opinion à un engagement mondial en faveur d'une eau potable sans plomb.

Possibilités d'échange de données d'expérience

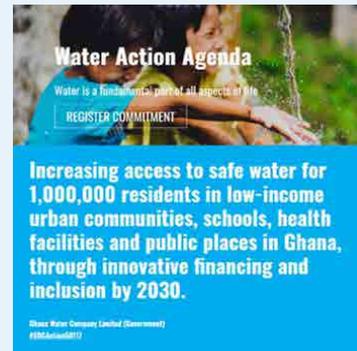
Le Ghana partage des données d'expériences avec les pays voisins, en soutenant des programmes visant à développer les capacités au Libéria et en Sierra Leone. Il pourrait peut-être partager ses données d'expériences avec d'autres pays dans le monde, par exemple dans le cadre de la coopération Sud-Sud.

Le Ghana s'implique au niveau du bassin et de la région. Il est partie à la Convention portant statut du fleuve Volta et est membre de l'Autorité du bassin de la Volta. Il travaille à l'établissement d'accords de bassin transfrontières avec la Côte d'Ivoire concernant les bassins versants communs de Tano et de Bia, et avec le Togo concernant le bassin versant de Todzie. En outre, le pays est membre du CMAE, du Cadre permanent de coordination et de suivi de la GIRE sous l'égide de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), ainsi que du Partenariat ouest-africain de l'eau du Partenariat mondial pour l'eau (GWP). Les accords de bassin et les accords régionaux offrent des plates-formes supplémentaires pour l'échange de données d'expériences.

Le Ghana est partie à des conventions et processus mondiaux relatifs à l'eau et à l'environnement, tels que la Convention d'Helsinki, la Convention de New York et la Convention de Ramsar sur les zones humides, et participe activement à ces accords. En outre, il a formulé des engagements dans le cadre d'Assainissement et eau pour tous et est membre de la Coalition pour la coopération sur les eaux transfrontalières, qui vient d'être lancée. Un laboratoire d'accélération des ODD exerce des activités au Ghana, avec le soutien du PNUD. Ces laboratoires sont également présents dans d'autres pays. Ce sont là autant d'outils potentiels pour le partage des données d'expériences du Ghana et leur transposition à plus grande échelle au niveau mondial.

Participation à la Conférence des Nations Unies sur l'eau 2023

Le Ghana a participé à un haut niveau à la Conférence des Nations Unies sur l'eau 2023, qui s'est déroulée à New York, en mars 2023. La délégation était conduite par Mme Cecilia Abena Dapaah, Ministre de l'assainissement et des ressources en eau. Le Ghana a contribué au Programme d'action pour l'eau. Par exemple, la Ghana Water Company Limited a présenté l'engagement ambitieux d'accroître l'accès à l'eau potable pour un million de personnes dans les collectivités urbaines à faible revenu, les écoles, les établissements de soins de santé et les lieux publics d'ici à 2030.



Références

Documents gouvernementaux

- Medium-Term National Development Policy Framework (2022-2025)
- National Water Policy 2007, 2023 (projet)
- National Environmental Sanitation Strategy and Action Plan, 2009
- Environmental Sanitation Policy, 2010
- National Integrated Water Resources Management Plan, 2012
- Rural Sanitation Model Strategy, 2012
- Water Sector Strategic Development Plan (2012-2025)
- National Community Water and Sanitation Strategy, 2014
- National Drinking Water Quality Management Framework, 2015
- National Liquid Waste Management Strategy for Urban, 2020
- National Liquid Waste Management Strategy for Urban, 2020
- Population and Housing Census, 2021
- Ghana National Implementation Plan for the Convention on the Protection and Use of Transboundary Watercourses and International Lakes, 2021
- Sector Medium Term Development Plan (2022-2025)
- Sector Medium Term Development Plan (2022-2025)
- National WASH Sector Development Plan (2021-2030)(projet)

Documents des Nations Unies

- United Nations Sustainable Development Cooperation Framework for Ghana (2022-2025)
- SDG indicator 6.5.1 Implementation of IWRM Reporting Summary Ghana, 2020
- UN-Water Country Brief Ghana 2013

- UNICEF WASH Strategic Plan 2016-2030
- UNICEF Ghana and Ministry of Water Resource and Sanitation (2019), WASH Budget Brief, Accra.
- UN-HABITAT and EPA Ghana (2022), Volumes of wastewater and pollutant loads discharged by industrial and municipal facilities in Ghana, Accra.
- UN-Water, UNICEF and WHO (2023), SDG 6 Acceleration snapshot: What progress looks like – Ghana – Drinking water, UN-Water Integrated Monitoring Initiative for SDG 6, Geneva.
- UN-Water and UN-Habitat (2023), SDG 6 Acceleration snapshot: What monitoring progress looks like – Ghana – Wastewater treatment, UN-Water Integrated Monitoring Initiative for SDG 6, Geneva.

Autres rapports

- European Union Water Initiative (EUWI) Finance Working Group (2012), *Financing of Water Resources Management: experiences from Sub-Saharan Africa* (interim report), Stockholm.
- International Water Management Institute (IWMI) (2021), Circular economy solutions to close water, energy and food loops in West Africa, Colomb.
- Safe Water Network (2017), *Ghana sector review: scaling small water enterprises*, Accra.
- Sanitation and Water for All (2019), *The Ghana country brief*, Sector Ministers' Meeting, San José, 4-5 April.
- Sanitation and Water for All (2021), *Ghana collaborative behaviour profile*, New York.
- United States Agency for International Development (USAID) (2021), Understanding impacts of a targeted toilet subsidy in Ghana, Accra.

Publications scientifiques

- Adarkwa, Kwasi Kwafo, ed. (2014), Human Settlements and Service Delivery in Ghana, Kwame Nkrumah University of Science and Technology, Kumasi. ISBN: 9789988178765
- Agodozo, Sampson K., Enoch Bessah et Mexoese Nyatuame (2022), «A review of the water resources of Ghana in a changing climate and anthropogenic stresses», *Frontiers in Water*, vol. 4. DOI: [10.3389/frwa.2022.973825](https://doi.org/10.3389/frwa.2022.973825).
- Araya, Dahyann, Joel Podgorski, Michael Kumi, Patrick A. Mainoo et Michael Berg (2022), «Fluoride contamination of groundwater resources in Ghana: Country-wide hazard modeling and estimated population at risk», *Water Research*, vol. 212, no. 118083. DOI: [10.1016/j.watres.2022.118083](https://doi.org/10.1016/j.watres.2022.118083).

- Cuthbert, Mark O., Richard G. Taylor, Guillaume Favreau et al. (2019), «Observed controls on resilience of groundwater to climate variability in sub-Saharan Africa», *Nature*, vol. 572, 230-234. DOI: [10.1038/s41586-019-1441-7](https://doi.org/10.1038/s41586-019-1441-7).
- Danert, Kerstin (2022), *Stop the rot: handpump functionality, corrosion, component quality and supply chains*, Ask for Water GmbH, Skat Foundation and RWSN, St. Gallen
- Frimpong, Josephine, Ronald Adamtey, Anders Branth Pedersen, Esther Wahaga, Anne Jensen, Emmanuel Obuobie et Ben Ampomah (2021), «Review of Ghana's National Water Policy», *Water Policy*, vol. 23, no. 5, 1170-1188. DOI: [10.2166/wp.2021.042](https://doi.org/10.2166/wp.2021.042).
- Grönwall, Jenny, et Sampson Oduro-Kwarteng (2018), «Groundwater as a strategic resource for improved resilience: a case study from peri-urban Accra», *Environmental Earth Sciences*, vol. 77, no. 6. DOI: [10.1007/s12665-017-7181-9](https://doi.org/10.1007/s12665-017-7181-9).
- Gumma, Murali Krishna, et Paul Pavelic (2013), «Mapping of groundwater potential zones across Ghana using remote sensing, geographic information systems, and spatial modeling», *Environmental Monitoring Assessment*, vol. 185, pp. 3561-3579. DOI: [10.1007/s10661-012-2810-y](https://doi.org/10.1007/s10661-012-2810-y).
- Moulds, Simon, Anson C.H. Chan, Jacob D. Tetteh, Honor Bixby, George Owusu, Samuel Agyei-Mensah, Majid Ezzati, Wouter Buytaert et Michael R. Templeton, «Sachet water in Ghana: A spatiotemporal analysis of the recent upward trend in consumption and its relationship with changing household characteristics, 2010-2017», *PLoS ONE*, vol. 17, no. 5, e0265167. DOI: [10.1371/journal.pone.0265167](https://doi.org/10.1371/journal.pone.0265167).
- Sutton, Sally, et John Butterworth (2021), *Self-supply: filling the gaps in public water supply provision*, Practical Action Publishing, Rugby. DOI: [10.3362/9781780448190](https://doi.org/10.3362/9781780448190).
- White, Chris (2018), «Understanding water scarcity: definitions and measurement», dans *Global Water Issues and Insights*, edited by R. Quentin Grafton, Paul Wyrwoll, Chris White and David Allendes, Australian National University (ANU) Press, Canberra, pp. 161-166. DOI: [10.22459/GW.05.2014](https://doi.org/10.22459/GW.05.2014).

Données de référence

- FAO, Système d'information mondial de la FAO sur l'eau et l'agriculture (AQUASTAT), dernier accès: 16 mai 2023. <https://www.fao.org/aquastat/fr/>
- Portail de données de l'ODD 6 d'ONU-Eau, dernier accès: 16 mai 2023. <http://www.sdg6data.org/fr>
- Données ouvertes de la Banque mondiale, dernier accès: 16 mai 2023. <https://donnees.banquemondiale.org/>
- Institut des ressources mondiales (WRI), Aqueduct 3.0, dernier accès: 16 mai 2023. <https://www.wri.org/aqueduct>

Crédits

Équipe rédactionnelle des études de cas d'ONU-Eau sur l'accélération par pays: Jon Marco Church (Rédacteur principal), Klas Moldeus, William Reidhead, Maria Schade, Tamara Slowik.

Membres contributeurs du Groupe d'experts d'ONU-Eau sur le Programme de développement durable à l'horizon 2030: Colin Herron, Sonja Koeppel, Marianne Kjellen.

Membres contributeurs de l'Équipe spéciale d'ONU-Eau sur la participation au niveau national: Farai Tunhuma.

Institutions dont les représentants ont participé au webinar préparatoire: Ministère de l'assainissement et des ressources en eau, Commission des ressources en eau, Agence pour la protection de l'environnement, Agence communautaire de l'eau et de l'assainissement, Ghana Water Company Limited, Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), Organisation mondiale de la Santé (OMS), Banque mondiale, Ghana Water Partnership, Institut de recherche alimentaire du CSIR, Institut de recherche sur l'eau du CSIR, Université des sciences et technologies Kwame Nkrumah, AM Jensen Consulting LLC, Coalition des ONG du secteur de l'eau et de l'assainissement, IRC Ghana.

Remerciements: Noah Tumfo, Kwabena Asare Gyasi-Duku, Ronald Adamtey, Abdul Nashiru Mohammed, Daniel Amofa, Ibrahim Adoko, Bernadette Araba Adjei, Jerry Asumbere, Maxwell Boateng-Gyimah, Clifford Braimah, Vida Duti, Anthony Dzadzra, Harold Esseku, Josephine Frimpong, Solomie Gebrezgabher, Constant Gladzah, Anthony Yaw Karikari, Henry Kwabena Kokofu, Akosua Takyiwa Oduro Kwakye, Basilia Nanbigne, Adwoa Paintsil, Nashiru Salifu, Akwettey Sampson, Worlanyo Siabi, Theophilus Okine, Esther Wahaga, Patrick Apoya, Charles Abani, Fiachra McAsey, Lorretta Roberts, Ramesh Bhusal, Samuel Amoako-Mensah, Rick Johnston, Tom Slaymaker, Sean Furey, Federico Properzi.

Référence suggérée: ONU-Eau (2023), *Étude de cas sur l'accélération de la réalisation de l'ODD 6 par pays: Ghana*, Genève.



**United
Nations**



UN WATER